Certaines dÃ©mocraties hors dâ€™Afrique ont mis en place un systÃ¨me Ã©conomique, politique et institutionnel qui permet aux femmes dâ€™exercer librement leurs droits Ã©lectoraux, plus loin que de simples droits de vote, au droit dâ€™Ãªtre Ã©ligibles. Notre continent essaie de rattraper le temps perdu. Le Mali est aujourdâ€™hui dans le bon peloton des pays africains dans lesquels la prise en compte du genre dans les politiques publiques est unanimement reconnue comme un facteur dâ€™accÃ©lÃ©ration du dÃ©veloppement Ã©conomique, social et culturel.

LorsÂ Â de lâ€™atelier organisÃ© le 2 aoÃ»t dernier Ã lâ€™AssemblÃ©e Nationale par le RÃ©seau des Femmes Parlementaires du Mali (REFEP), pour informer et sensibiliser les dÃ©putÃ©s sur la prise en compte du genre dans les politiques publiques, Mme HaÃ¯dara AÃ¯ssata CissÃ©, sa prÃ©sidente et dÃ©putÃ©e Ã©lue Ã Bourem, une voix Ã©minemment autorisÃ©e, a posÃ© le diagnostic de lâ€™implication du genre et ses enjeux dans le processus de dÃ©veloppement du Mali.

Des indicateurs dÃ©favorables

Pour elle, sans nul doute, lâ€™approche genre et lâ€™impact positif de son intÃ©gration dans la gouvernance, lâ€™Ã©laboration des politiques et programmes de dÃ©veloppement, dans les stratÃ©gies de mise en Å“uvre, dans les mÃ©canismes de suivi Ã©valuation, ainsi que dans les processus lÃ©gislatifs doivent Ãªtre considÃ©rÃ©s.

Les statistiques les plus actuelles du PNUD, celles de lâ€™indicateur sexo-spÃ©cifique du dÃ©veloppement humain de 2014, classent le Mali au 176 rang sur 187 pays classÃ©s. Ce sont-lÃ des indicateurs, selon la dÃ©putÃ©e de Bourem,Â Â»symptomatiques de la non prise en compte des groupes vulnÃ©rables, tels que les enfants, les personnes Ã¢gÃ©es, les personnes handicapÃ©es, les femmes, les personnes dÃ©placÃ©es et les rÃ©fugiÃ©es.

A son avis, cela nous oblige Ã rÃ©flÃ©chir suffisamment sur nos politiques publiques et les approches de dÃ©veloppement. Pour Ãªtre plus clair,Â Â«Â il y a une impÃ©rieuse nÃ©cessitÃ© dâ€™intÃ©grer une approche genre dans lâ€™Ã©laboration et la mise en Å“uvre des politiques publiques, en vue de plus dâ€™Ã©quitÃ© et de justice sociale, dans lâ€™objectif de promouvoir un dÃ©veloppement en faveur des pauvres et des groupes marginalisÃ©s et vulnÃ©rables. En dâ€™autres mesures dâ€™intÃ©gration de lâ€™approche

genre figure en premiÃ¨re place la prise en compte des droits des femmes qui constituent la majoritÃ© de la population, mais la couche la plus marginalisÃ©e. HÃ©lasÂ Â»Â !

Ainsi ,toutes les enquÃªtes et analyses ont rÃ©vÃ©lÃ© ces derniÃ¨res annÃ©es que le manque dâ€™accÃ¨s des femmes aux institutions dÃ©mocratiques et lâ€™insuffisance des opportunitÃ©s en matiÃ¨re Ã©conomique est manifeste du sous dÃ©veloppement de notre pays.

Inverser la tendance

Mais comment cette tendance doit Ãªtre inversÃ©eÂ ? Pour ce faire, les femmes maliennes ont besoin des hommes. Il y a dâ€™abord une barriÃ¨re psychologique, venant des hommes Ã Ã©carter. Il faut queÂ Â ces derniers comprennent que les femmes ne sont pas des menaces, mais reprÃ©sentent des opportunitÃ©s Ã saisir pour bÃ¢tir la nation, surtout quand elle est en situation de crise, comme actuellement.

Lâ€™ardent plaidoyer de la prÃ©sidente du RÃ©seau des femmes parlementaire de lâ€™AssemblÃ©e Nationale veut intÃ©grer le genre dans la dÃ©mocratie politique et sociale. Il appelle une symbiose de notre dispositif lÃ©gislatif de dispositions adÃ©quates pour lâ€™ensemble des Ã©lections, quâ€™elles soient politiques, professionnelles ou syndicales. Cela, parce queÂ Â«Â lâ€™adoptionÂ Â de mesure spÃ©cifiques en faveur de lâ€™intÃ©gration du genre est Ã©galement nÃ©cessaire dans les organisations professionnelles et dans les organisations syndicale. Car aujourdâ€™hui, on est loin dâ€™en faire le sujet essentiel des conventions collectives. Notre pays a aujourdâ€™hui besoin plus que jamais oÃ¹ tous les feux u dÃ©veloppement sont au vert pour le pays africains, aujourdâ€™hui oÃ¹ lâ€™Afrique est vue comme le continent du futur, aujourdâ€™hui oÃ¹ il est scientifiquement reconnu lâ€™essor Ã©conomique des nations est deÂ la place quâ€™elles accordent aux femmes, notre pays a besoin dâ€™inverser la tendance. Le MALI doit revoir sa copie et intÃ©grer suffisamment le genre dans son processus dÃ©mocratique, Ã©conomique et socialÂ Â». Câ€™est dâ€™ailleurs la raison pour laquelle elle et son rÃ©seauÂ se sont proposÃ© de sensibiliser les dÃ©putÃ©s des deux genre sur lâ€™importance de lâ€™approche genre et son intÃ©gration dans la gouvernance, les politiques publiques et les processus lÃ©gislatifs. En espÃ©rant des rÃ©sultats pertinents pour faire avancer la cause de la femme au Mali.

Eliminer toutes les formes de discriminations Ã lâ€™Ã©gard des femmes

A lâ€™instar de la plupart des pays du monde, le Mali a souscrit Ã un ensemble dâ€™engagements internationaux en faveur de la femme. Cela conformÃ©ment Ã lâ€™article7 deÂ Â la convention sur lâ€™Ã©limination de toutes les formes de discrimination Ã lâ€™Ã©gard des femmes qui rÃ©affirme lâ€™importance de la reprÃ©sentation es femmes dans la vie politique, Â«Â leur assure dans des conditions dâ€™Ã©galitÃ© avec les hommes le droitÂ :a) de voter Ã toutes les Ã©lections et dans tous les rÃ©fÃ©rendums publics et Ãªtre Ã©ligibles Ã tous les organismes publiquement Ã©lusÂ ; b) de prendre part Ã lâ€™Ã©laboration de la politique de lâ€™Etat et Ã son exÃ©cution, occuper des emplois publics et exercer toutes les fonctions publiques Ã tous les Ã©chelons du gouvernementÂ Â».

MalgrÃ© tout, le taux des femmes dans les institutions et organes dÃ©cisionnels au Mali reste faible (7 maires femmes sur 703, soit 1% et 418 conseillÃ¨res communales sur 10.505 soit 3,9%Â ? 14 sur 147 dÃ©putÃ©s Ã lâ€™AssemblÃ©e Nationale soit 9,52% Ã lâ€™issue des derniÃ¨res Ã©lections lÃ©gislatives de novembre et dÃ©cembre 2013. Le gouvernement compte quatre femmes sur trente six. Câ€™est lâ€™une des raisons pour les quelles le Mali figure parmi les pays les moins avancÃ©s en matiÃ¨re de promotion de lâ€™Ã©galitÃ© entre les sexes. En 2014, le pays se situe au 143 Ã¨me rang sur 187 pays classÃ©s. dans le rapport du PNUD intitulÃ©Â : Â«Â DÃ©veloppement humain 2014. PÃ©renniser le progrÃ¨s humainÂ : rÃ©duire les vulnÃ©rabilitÃ©s et renforcer la rÃ©silienceÂ».

Le gouvernement du Mali a Ã©laborÃ© une Politique Nationale Genre dont la budgÃ©tisation selon le Genre est une stratÃ©gie privilÃ©giÃ©e qui devrait permettre la prise en compte des besoins prioritaires des hommes et des femmes dans les budgets sectoriels et locaux. Cette volontÃ© a dâ€™ailleursÂ Â Ã©tÃ© prise en compte dans le Cadre StratÃ©gique de Croissance et de RÃ©duction de la PauvretÃ© 2012-2017.

Source: Maliactu